

CONCLUSION

Avec le retour à la stabilité du cadre macroéconomique en 2000, l'Algérie connaît ces dernières années une stabilité macroéconomique accrue et des performances économiques et financières robustes. La croissance hors hydrocarbures forte et soutenue, sous l'impulsion du plan de relance économique et du programme complémentaire de soutien à la croissance, la maîtrise de l'inflation ainsi que la viabilité des finances publiques et le net renforcement de la position financière extérieure témoignent de la solidité des fondamentaux de l'économie nationale.

L'environnement international favorable en terme de prix des hydrocarbures et la gestion prudente des ressources d'hydrocarbures ont contribué à la forte position financière extérieure nette de l'Algérie en 2006, année caractérisée par une réduction significative de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme qui est tombé à 4,38 % seulement du produit intérieur brut de 2006 contre 16,13 % en 2005 et 59 % pour l'année 1999. Cet acquis est le résultat de la stratégie de désendettement extérieur de l'Algérie engagée en 2004 - 2005 et qui a connu une pleine concrétisation en 2006 ; les remboursements par anticipation de la dette extérieure s'étant élevés à près de 11 milliards de dollars en 2006. Il s'agit là d'un important élément du cadre macroéconomique pour une gestion saine des ressources provenant des recettes d'hydrocarbures.

Les importants excédents de la balance des paiements extérieurs courants réalisés depuis l'année 2000, avec un niveau record atteint en 2006 (25,1 % du produit intérieur brut), témoignent de la viabilité à moyen terme de la balance des paiements, d'autant plus que le compte capital de la balance des paiements entre dans un contexte favorable après les forts remboursements par anticipation et la reprise des investissements directs étrangers.

Malgré l'ampleur des remboursements par anticipation effectués au cours de l'année 2006, la balance des paiements globale est

restée fortement en excès comme en témoigne l'accumulation soutenue des réserves officielles de change, soit 77,78 milliards de dollars à fin 2006 contre 56,18 milliards de dollars à fin 2005. Les réserves officielles de change se sont accrues de 21,60 milliards de dollars en 2006 contre 13,07 milliards de dollars en 2005.

Il importe de souligner que l'accumulation soutenue des réserves officielles de change, nécessaire pour la préservation de la stabilité financière de l'Algérie, constitue un important socle pour la croissance économique sur le moyen et long terme.

Par ailleurs, la solidité marquée de la position financière extérieure conforte le contexte de convertibilité du dinar, pour toutes les transactions internationales courantes de bonne foi, à mesure que la stabilité du taux de change effectif est un élément de compétitivité externe de l'économie nationale. Ainsi, la politique de taux de change poursuivie par la Banque d'Algérie continue de bien servir l'économie nationale.

C'est dans ce contexte de stabilité du taux de change effectif réel du dinar et de solidité marquée de la position financière extérieure nette, que l'expansion de l'économie nationale s'est poursuivie, en 2006, plus particulièrement, celle des secteurs hors hydrocarbures dont le rythme moyen est évalué à 5,5 % pour les cinq dernières années. Cette performance confirme le caractère fort et régulier de la reprise économique dans les secteurs hors hydrocarbures ; le secteur des hydrocarbures ayant connu une contre-performance en la matière en 2006.

Il importe de souligner que dans ce processus de croissance initié en 2001, dans une situation favorable de ressources nationales matérialisée par la persistance de l'excès de l'épargne sur l'investissement, les investissements de l'Etat continuent de jouer un rôle de moteur de la croissance.

Malgré l'expansion des dépenses budgétaires d'investissement à partir de l'année 2002, la politique financière de l'Etat contribue à la consolidation de la stabilité macro financière en Algérie, comme en témoignent la forte réduction de la dette extérieure

publique et l'augmentation du stock d'épargnes financières. Il s'agit là d'un élément endogène au cadre relatif à une gestion macroéconomique saine des recettes provenant des hydrocarbures.

La consolidation de la situation des finances publiques en 2006 a confirmé les très bonnes performances enregistrées depuis l'année 2000, d'autant plus que l'excédent global du Trésor a atteint 13 % du produit intérieur brut en 2006, soit une performance légèrement meilleure qu'en 2005 (12 %). De plus et malgré les remboursements de la dette publique, l'accumulation des ressources dans le Fonds de régulation des recettes a été plus soutenue en 2006. Le stock d'épargnes financières accumulées par le Trésor au titre du Fonds de régulation des recettes s'élève à 38,4 % du produit intérieur brut de 2006, correspondant à près de trois fois la liquidité des banques. La sphère budgétaire reste donc une importante source de financement de l'activité économique et donc de soutien à la croissance économique hors hydrocarbures.

La solidité marquée de la position des réserves officielles de change devient un élément distinctif de l'évolution de la situation monétaire, principalement en 2006 à travers le niveau atteint par les avoirs extérieurs nets qui dépasse, à la fin de cette année, l'agrégat monétaire M2 (monnaie fiduciaire, dépôts à vue, et les dépôts à terme en dinars et les dépôts en devises) pour près de 12 %. En effet, l'agrégat avoirs extérieurs nets s'est particulièrement accru en 2006, témoignant de la qualité de la garantie des signes monétaires dans l'économie nationale. De plus, la qualité de la stabilité monétaire qui a caractérisé l'année 2005 n'a pas été contrariée par la forte expansion monétaire de l'année 2006 (18,7 %) corrélative à la forte expansion des avoirs extérieurs nets.

L'effet inflationniste de cette expansion monétaire a été endigué par une conduite ordonnée des instruments indirects de la politique monétaire, reprises de liquidité, réserves obligatoires et facilité de dépôts rémunérés, dont l'objectif ultime a été bien atteint en 2006. Une programmation monétaire de plus en plus fine et une utilisation flexible des instruments appropriés de la

politique monétaire ont permis à la Banque d'Algérie d'absorber l'excès de liquidité sur le marché monétaire interbancaire. Ainsi, l'inflation fondamentale est restée modérée et maîtrisée.

En ce qui concerne les crédits à l'économie, après la reprise significative enregistrée en 2005 (15,9 %), leur rythme d'expansion s'est élevé à 12,1 % en 2006 avant l'ajustement pour les rachats contre 11,2 % en 2004. L'année 2006 est caractérisée par la forte croissance des crédits hypothécaires et des crédits de moyen et long terme à l'investissement.

C'est dans ce contexte d'augmentation substantielle des crédits à l'économie, que le ratio crédits au secteur privé/produit intérieur brut hors hydrocarbures poursuit son trend haussier pour atteindre 23,4 % en 2006, après un passage de 17,7 % en 2004 à 21,6 % en 2005. Cependant, la concentration des risques crédits au titre de certains groupes privés s'est accompagnée d'une nouvelle catégorie de créances non performantes.

L'élargissement de l'intermédiation bancaire, soutenue par le stock accru de ressources stables mobilisées et la solvabilité globale des banques, a bien contribué au développement des actifs des banques, pendant que l'entrée en production des deux systèmes de paiement modernes, selon les standards internationaux, ont permis l'amélioration des services bancaires de base. En particulier, ces deux systèmes de paiement assurent la traçabilité des opérations bancaires et un meilleur suivi des flux financiers.

Ainsi, l'amélioration du cadre opérationnel de l'activité bancaire et le développement soutenu de l'épargne financière offrent des opportunités additionnelles aux banques pour une amélioration des ratios et de la qualité de l'intermédiation bancaire, d'autant plus que les indicateurs de solidité financière s'améliorent. Cependant, les banques doivent recourir de plus en plus aux bonnes pratiques en matière d'évaluation, de gestion et de maîtrise des risques de crédit et autres risques bancaires.

Veillant au développement ordonné du secteur bancaire en contexte d'excès persistant de liquidité bancaire, la Banque d'Algérie a poursuivi en 2006 la conduite de la politique moné-

taire au moyen d'instruments indirects, à savoir les reprises de liquidité, la facilité de dépôts rémunérés et les réserves obligatoires, tout en améliorant la prévision de la liquidité bancaire et en affinant son contrôle. En particulier, l'évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire est suivie par la Banque d'Algérie avec rigueur. Au total, la Banque d'Algérie continue de résorber la quasi totalité de l'excès de liquidités sur le marché monétaire interbancaire.

La réalisation de l'objectif ultime de la politique monétaire est en fait appuyée par la poursuite, en 2006, du renforcement sur le terrain de la supervision des banques et établissements financiers par la Banque d'Algérie et la Commission Bancaire. La conduite rigoureuse des opérations de contrôle intégral sur place, en 2006, ainsi que celle du dispositif de contrôle sur pièces ont constitué les principaux instruments du contrôle permanent et de détection de signes précurseurs de vulnérabilité. De plus, l'audit externe des banques publiques, selon les règles et normes internationales, est venu affiner et compléter leur évaluation sous l'angle financier et institutionnel.

L'acquis de stabilité monétaire constitue un ancrage appréciable pour asseoir durablement les éléments de sécurité financière, d'autant plus que le programme complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009) est porteur d'opportunités réelles pour une dynamique de croissance plus diversifiée et durable. Cela doit s'accompagner d'une nécessaire amélioration de l'allocation des ressources.